

Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires.

Une théorie, une stigmatisation et quelques éclairages

Au lendemain du 21 avril 2002, premier tour de l'élection présidentielle, le vote extrémiste massif des confins métropolitains, déjà identifié par Michel Grésillon¹ (1998), est révélé par la géographie fine des résultats. Dans les colonnes du journal *Libération*, Hervé Le Bras et Jacques Lévy observent et analysent le phénomène dans une série d'articles. Dans une préface écrite peu de temps après, Jean-Louis Guigou (2002) embrassant anciens et nouveaux territoires du Front national (FN) déclare : « L'expression politique des transformations sociales éclaire et bouscule le travail interprétatif des meilleurs spécialistes. [...] Le vote d'extrême droite dans les territoires en marge ou qui se vivent comme tels, dit l'urgence de repenser les territoires pour que tous, et chacun, s'y "retrouvent", dans tous les sens du terme. »

Un an après qu'en est-il de l'interprétation et de la prise en compte de cette nouvelle donne de la diffusion spatiale du vote xénophobe et raciste ?

Parmi les nombreux ouvrages sortis sur le vote Le Pen, un seul, celui d'Hervé Le Bras (2002), tente d'interpréter globalement le phénomène de sa diffusion spatiale. En revanche, les spécialistes de sociologie et de sciences politiques (Nona Mayer, 2002 ; Vincent Duclert *et alii*, 2003 ; Pascal Perrineau et Colette Ysmal, 2003) se contentent au mieux d'analyses à l'échelle départementale (Mayer, 2002 ; Duclert *et alii*, 2003) ou par circonscription (Perrineau et Ysmal, 2003) pour constater rapidement un recul ou une stagnation du vote en milieu urbain et pour attribuer la progression au niveau national à des gains en milieu rural, notamment dans « la diagonale aride » (Perrineau), sans interroger plus avant ces catégories. Une exception notable tout de même, le chapitre sur le vote Saint-Josse par Michel Bussi dans l'ouvrage de Perrineau et Ysmal où l'auteur analyse le vote pour plusieurs candidats en fonction de la distance au centre des plus grandes agglomérations. À noter également dans l'ouvrage de Duclert *et alii*, deux monographies qui, pour tenter de mieux cerner la nature du vote extrémiste dans des bastions ouvriers, se penchent, pour l'une, sur la cité des Cosmonautes à La Courneuve et, pour l'autre, sur Lens et le Bassin minier, constatant au passage que la cité de la banlieue rouge est devenue un bastion de l'abstentionnisme plutôt que de l'extrême droite. Par ailleurs, tous ces ouvrages ignorent superbement la thèse d'André Glucksmann, même pour en contester éventuellement la valeur, pourtant une des rares tentatives d'explication multiscalaire du vote raciste et xénophobe. Rappelons que Glucksmann voit dans les bastions d'extrême droite à l'échelle des États européens (France, Autriche) et des régions françaises (pourtour méditerranéen, ex-banlieues rouges et Alsace) la résurgence d'adhésions à des idéologies totalitaires (collaborationnisme, colonialisme des rapatriés d'Algérie, stalinisme) là où elles n'ont pas fait l'objet d'examen de mémoire collective. Loin d'épuiser le sujet, notamment la nouvelle tendance à la diffusion périurbaine, cette thèse, ou plutôt cette piste, donne certains éclairages pour l'interprétation d'un vote apparemment « tout terrain », selon l'expression de Michel Bussi.

Dans une autre direction, celle du journalisme d'investigation, le livre de Christian Duplan (2003) nous apprend finalement beaucoup sur la nouvelle donne électorale périurbaine en allant à

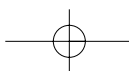
1. « Les scores extrêmes atteints par l'extrême droite le sont aux extrêmes géographiques des grandes aires d'influence urbaine (à l'exception de la Provence et de la Côte d'Azur). Mettre l'accent sur les aigus ne donne certes pas la seule version d'une partition, mais il se trouve aussi que, dans le champ d'attraction le plus vaste des villes, les pointes les plus élevées des voix du Front national s'inscrivent en continuité à partir des villes-centres, selon un crescendo qui va des centres de la plupart d'entre elles jusqu'aux plus lointaines périphéries de celles-ci. Au-delà même de certaines des banlieues populaires répertoriées comme habituellement les plus réceptives au FN. Et à l'encontre donc de ce qui était en passe de devenir un lieu commun à leur endroit. Banlieues "chaudes" certes, mais surtout confins froids. » (1998, p. 49).

la rencontre des électeurs frontistes d'un village du Sud de l'Aisne, Haramont, où « l'ambiance est avant tout rurale [...] La banlieue n'est pas loin, mais pas encore là. Juste à portée de rumeur. »

Pour compléter, peu d'articles de revues scientifiques ont été consacrés au phénomène. Notons celui de Michel Bussi *et alii* (2002) pour le traitement cartographique des résultats par canton, ceux de Jacques Bernet (2003) et de Sylvain Shirmann et Alfred Wall (2003) pour la contextualisation régionale des résultats dans les bastions picards et alsaciens décidément bien composites, et enfin celui de Jacques Lévy (2003) pour une stigmatisation des nouveaux périurbains et une tentative de promotion et de légitimation morale d'un modèle d'urbanisation.

Revenons rapidement sur ce dernier article, puisqu'il émane du coauteur, avec Hervé Le Bras, des premières analyses de la nouvelle géographie électorale de l'extrême droite et du vote dit « tribunitien ». Dans ce long article, l'ambition de Jacques Lévy est triple : cerner au mieux ce vote « tribunitien » de périphérie, tester une contre-proposition de définition et de désignation des limites des aires urbaines et prouver que l'urbain peu dense qui valorise « l'écart » (le modèle américain dit « de Johannesburg ») vote mal en général, tandis que la ville dense, lieu de l'interaction féconde dans la proximité (le modèle européen dit « d'Amsterdam ») vote bien. Au final, l'ambitieuse démonstration laisse une impression d'arrangement avec la complexité d'un phénomène pourtant bien observé par l'auteur et qui mérite une analyse rigoureuse. Les biais introduits sont de plusieurs ordres et c'est leur combinaison qui produit l'amplification d'effet recherchée. Premier biais, la création de la catégorie des candidats considérés par l'auteur comme « tribunitiens » ; il s'agit des candidats « anti-système » dont l'audience sert dans la démonstration à mesurer le poids de l'extrémisme. Pourquoi avoir ajouté alors aux extrêmes gauche et droite le vote Saint-Josse (chasse, pêche, nature et traditions). Pourquoi dans ce cas, ne pas avoir également pris en compte un vote urbain, mais qui partage certaines de ses caractéristiques : le vote Chevènement ? Tous deux dénonçaient avant tout l'Europe et puisaient dans un registre identitaire, rural ici, national et républicain là, et refusaient de concert dans cette campagne les étiquettes droite ou gauche. Dans un article consacré aux « archaïsmes » électoraux, issu de la série du journal *Libération* de fin avril, Hervé Le Bras les avait d'ailleurs regroupés, tandis qu'il exclut les « chasseurs » de son analyse du vote « tribunitien ». En retenant le candidat Saint-Josse au côté des extrémistes parmi les « tribunitiens », on vient bien sûr amplifier le phénomène stigmatisé du déficit d'adhésion démocratique du périurbain par rapport à l'urbain, on vient également souligner un contraste entre urbain et périurbain à l'Ouest de la France que le seul vote d'extrême droite ne révèle pas aussi franchement. Le second biais est celui d'une cartographie exclusive des votes urbains et périurbains, c'est-à-dire d'un traitement de l'information électorale sur les seules aires urbaines de l'INSEE au sein desquelles une distinction simple est retenue entre « pôle urbain » et « couronne périurbaine ». Cette évacuation du rural (incluant les petites villes) permet d'éliminer les bastions « chasseurs pêcheurs » ainsi que les isolats extrémistes autour de quelques bassins ruralo-industriels, ou encore l'axe garonnais, autant de faits géographiques qui apparaissent nettement dans la carte exhaustive du vote « tribunitien » (Bussi *et alii*). Ajoutons à cela l'étrange interprétation de l'anomalie marseillaise, seule ville-centre plus extrémiste que sa périphérie. Plutôt que de mentionner l'étendue du périmètre municipal de la cité phocéenne qui englobe des banlieues qui ailleurs sont autonomes, l'auteur préfère assimiler audacieusement l'aire urbaine marseillaise à Los Angeles, l'archétype de la ville éclatée, qui d'ailleurs est loin d'être un bastion conservateur et raciste aux États-Unis. Au terme de la démonstration et de ses nombreuses ellipses, la cause est entendue : ce sont les nouveaux « périurbains », ceux qui ont « fait disparaître l'autre de leur vie » qui propagent les menaces sur l'ordre démocratique. Haramont, pourtant, résiste à ce modèle, les « autochtones » ouvriers ruraux ou notables, tous insérés dans un tissu social local emprunt de paternalisme semblent y alimenter le noyau dur du lepénisme local, et ce au moins autant que « les nouveaux périurbains ».

Alors, le vote extrémiste de confins périurbains, affaire de milieux sociospatiaux ou d'acteurs spécifiques enfermés dans la logique de leurs choix résidentiels ?



Hervé Le Bras opte sans hésitation pour les milieux (il préfère parler de « terrains politiques ») non plus seulement pour leur épaisseur et leur dynamique anthropologiques, comme dans ses ouvrages précédents, mais cette fois, aussi et surtout, pour leurs potentiels d'émergence et de diffusion de courants politiques qui transcendent les familles socio-économiques par « effet de voisinage ».

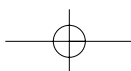
C'est en fait une véritable théorie de géographie électorale et politique interactionniste qu'il peaufine ici à partir de l'analyse des résultats de la dernière élection présidentielle. Au service de sa magistrale et brillante démonstration, un appareil cartographique remarquable, constitué de cartes brutes ou lissées, basées sur la fine maille communale. Ces cartes déclinent les échelles nationales et régionales, elles sont alors centrées sur des phénomènes de diffusion révélés ou amplifiés lors de cette élection (le vote Le Pen dans la vallée de la Garonne, le vote extrémiste dans la grande couronne du Bassin parisien, le vote Saint-Josse en Picardie, etc.) ou proposent des juxtapositions éloquentes de cartes électorales et de cartes socio-économiques thématiques. Les commentaires érudits proposent de convaincantes et implacables interprétations, mobilisant ici l'histoire locale de l'immigration, là la limite de l'aire de diffusion des quotidiens régionaux. Ces études régionales ou par courant politique contribuent à la présentation de la théorie, celle-ci est aussi située par rapport à la production scientifique internationale sur « l'effet de voisinage » dans une annexe théorique.

La théorie élaborée par Hervé Le Bras articule trois éléments.

- Des terrains politiques aux assises marquées par des caractéristiques fondées par la vie de relation et les formes de sociabilités, elles-mêmes déterminées par la morphologie de la distribution du peuplement et des structures familiales. Ainsi, les oppositions grossièrement est-ouest entre habitat groupé et habitat dispersé, ou nord-sud entre familles élargies ou nucléaires, correspondent-elles à des clivages politiques qui gardent une certaine permanence, tandis que la périurbanisation introduit de nouvelles différences. « Entre une capitale dominée par les employés et les cadres votant pour des candidats de bon ton et un monde rural poussant ses chasseurs, le vote tribunitien dispose d'un espace frontière que l'on désigne souvent par le terme de "périurbain" » (p. 193), et qui « a pratiquement perdu toute son historicité. Il est retombé dans la géométrie euclidienne à deux dimensions la plus élémentaire où tout se mesure en termes de distance et particulièrement de distance au centre. » (p. 194).
- Des crises fondatrices qui redéfinissent de nouveaux terrains lors de l'émergence d'un courant politique. « La prise de possession d'un terrain est inséparable de sa transformation et de sa redéfinition. Il n'y a pas au départ un contenant fixe en attente d'un contenu, mais des prédispositions que l'événement déploie. Le terrain se crée au fur et à mesure que l'événement se développe. Il n'y a pas révélation d'un socle enfoui, d'une archéologie, mais réutilisation d'éléments préexistants au cours du processus d'émergence. » (p. 53) « Ce qui est en train de se produire avec le FN s'est fabriqué beaucoup plus tôt avec l'orientation droite-gauche. [...] Au lieu de relier l'essence des partis directement à la sociabilité, on peut penser que les partis apparaissent à l'occasion d'une crise de sociabilité à laquelle ils survivent » (p. 51).
- Des formes de propagation de proche en proche, basées sur la sociabilité de voisinage et la rumeur. Il montre d'ailleurs comment la propagation emprunte des axes de circulation, mais peut aussi sauter ou contourner les obstacles que constituent des terrains radicalement différents (villes notamment comme le vote Front national dans la vallée de la Garonne), ou au contraire progresser de ville en ville (vote Chevènement dans l'Est de la France).

Appliquée à la propagation du vote d'extrême droite, cette théorie permet à l'auteur d'approfondir l'analyse de ce qui, dans le phénomène de périurbanisation, facilite l'émergence ou la diffusion d'un tel mouvement politique, sans stigmatiser les seuls périurbains récents issus du milieu métropolitain.

« L'adhésion au FN repose sur les attributs supposés des étrangers, donc sur des rumeurs. Logiquement, le vote FN pourrait donc se propager et se maintenir selon le même mode que les rumeurs. Son terrain serait donc constitué de personnes mal intégrées, c'est-à-dire ne disposant pas d'un réseau de relations solide, soit parce qu'il comporte peu de membres, soit parce que les



liens y sont fragiles à cause de la dispersion des lieux de résidence des personnes concernées. Les rumeurs circulent plus facilement dans de tels réseaux qui sont moins au contact de la réalité sociale qu'ils tendent à déformer. On constatera en effet que le FN recrute souvent ses électeurs dans des zones où les changements de résidence sont fréquents, ce qui affaiblit le réseau aussi bien des nouveaux venus que des résidents plus anciens qui ne peuvent stabiliser leurs relations proches. » (p. 37) « Ce n'est donc pas la présence physique immédiate des étrangers, mais la possibilité de les côtoyer occasionnellement lors des déplacements qui correspond à l'implantation du vote FN. » (p. 60) « Ce n'est pas la rencontre quotidienne et prolongée avec des étrangers qui engendre la xénophobie, mais le contact rare et fugace » (p. 187), et il suppose : « vraisemblablement des frictions ont éclaté entre étrangers et habitants installés de longue date. Des faits divers propres à attiser l'imagination et surtout des rumeurs prenant appui sur ces étrangers furtivement entrevus lors d'un déplacement se sont répandues d'autant plus facilement que l'on se trouve dans des zones de grande circulation » (p. 61).

La démonstration que constitue l'ensemble de l'ouvrage est étourdissante par la variété des « terrains » pris comme cas et par l'étendue des facteurs explicatifs invoqués pour contextualiser les « effets de voisinage ». Elle est surtout convaincante car elle propose un ensemble de principes explicatifs qui prennent place dans une théorie originale et cohérente, même si l'affirmation récurrente de l'absence de tendances nationales² est en contradiction avec ce qui vient d'être rap- pelé sur les modes de propagation du vote FN.

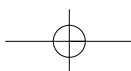
Il est en revanche plus difficile de suivre l'auteur dans son ambition théorique totalisante et notamment ses tentatives de nier toute pertinence aux déterminations socio-économiques du vote en promouvant les différentes modalités de « l'effet de voisinage » comme unique clé d'interprétation en géographie électorale³. La carte ne dit pas tout, et le choix de ne recourir qu'à elle en refusant l'approche triviale par graphique et catégorie socio-économique n'autorise peut-être pas l'exclusive des interprétations. Certes, l'auteur montre l'apparente absence de corrélation à plusieurs échelles entre répartition de la population ouvrière et diffusion du vote pour les partis réputés ouvriers, mais certains rapprochements cartographiques semblent avoir été évités : si la carte de la répartition de la population ouvrière ne rend pas compte de la géographie du vote FN, ni celle du chômage, en revanche la superposition des deux pourrait offrir quelques indications pertinentes⁴.

Pour finir, on peut s'interroger sur la dimension prospective des travaux consacrés à ces élections présidentielles. Seul Hervé Le Bras fournit avec sa théorie un outil prospectif qui identifie des terrains émergents et des dynamiques de propagation. La plupart des analystes se contentent de s'interroger sur le recul du FN lors du second tour des élections présidentielles et des législatives : pause ou coup d'arrêt ? Dès lors, une carte s'avère lourde d'enjeux, il s'agit de celle de l'évolution du vote pour l'extrême droite entre les deux tours. Analysée rapidement par Pascal Perrineau et Jacques Lévy et plus longuement par Hervé Le Bras, cette carte ne semble pas avoir livré tous ses secrets sur la nature et l'origine d'une « adhésion hésitante » et sur la réalité du potentiel extrémiste qu'elle représente. Il nous est dit que les forts reculs dans des bastions extrémistes du premier tour correspondent à une France conservatrice et catholique de périphérie (notamment à l'Est), encore faudrait-il ajouter qu'il s'agit également d'une France prospère. Il semble que l'on pourrait même aller plus loin et voir une analogie avec la carte des fameux systèmes productifs localisés qui, du Choletais à la Vallée de l'Arve, en passant par des bassins franc-comtois et alsaciens, sont érigés en modèle de dynamiques économiques contemporaines territorialisées. La piste des « populismes alpins » de Luc Rosenzweig (2000), un peu vite enterrée pour son apparent recours aux stéréotypes régionaux faute d'explications convaincantes, pourrait dès lors être revisitée avec la théorie d'Hervé Le Bras qui trouverait peut-être des « terrains politiques » de choix dans les bastions populistes alpins et périalpins. On en viendrait alors à une des réalités à l'échelle européenne des « confins froids » prémonitoires de Michel Gréillon. Ne s'agit-il pas dans ce cas de formations sociospatiales profondément marquées par la Contre-Réforme et souvent passées directement de la proto-industrie à la troisième révolution industrielle, de la pré- à la postmodernité ? — **Frédéric GIRAUT, IRD**

2. « Dès lors que l'on remplace les situations des individus-Robinson par leurs relations, les configurations politiques perdent leur unité nationale et deviennent des juxtapositions de circonstances locales forgées par des histoires différentes » (p. 39).

3. « Est-il étonnant que le vote dépende de liens sociaux élémentaires et concrets plutôt que de paramètres globaux de l'économie et de la société ? » (p. 39) ; « Il apparaît surprenant que l'on ait pu voir dans les comportements électoraux des conséquences ou des sous-produits de l'activité économique et de l'appartenance de classe » (p. 201) ; « On ne nie pas l'existence d'une société de classe, ni la versatilité du comportement des consommateurs. On refuse seulement de les considérer comme les déterminants importants du vote et de la formation des opinions politiques » (p. 202).

4. Selon Pascal Perrineau (p. 210), ouvriers et chômeurs avec respectivement 25 % et 30 % de « pénétration électorale de Le Pen » au second tour des élections présidentielles de 2002 sont de loin les catégories socioprofessionnelles les plus touchées.



Références

- BERNET J. (2003). « Les régions du Front: La Picardie, ça n'existe pas », in « Où va la France? ». *Outre-Terre* n° 3, p. 28-42.
- BUSSI M. *et alii* (2002). « La mosaïque politique de la France, 15 cartes par canton pour comprendre les élections présidentielles 2002 ». *Cybergeo*: <http://www.presse.fr/PTCHAUD/votepres2.htm>
- BUSSI M. (2003). « Le vote Saint-Josse: la protestation en campagne », in *Le Vote de tous les refus*, P. PERRINEAU, C. YSMAL, dir. Paris : Presses de Sciences politiques, p. 311-338.
- DUCLERT V., PROCHASSON C., SIMON-NAHUM P., dir. (2003). *Il s'est passé quelque chose... Le 21 avril 2002*. Paris : Denoël, 269 p.
- DUPLAN C. (2003). *Mon village à l'heure Le Pen*. Paris : Le Seuil, 268 p.
- GLUCKSMANN A. (2002). « Et si la Gauche votait Le Pen ? » *Le Monde* du 3 mai 2002.
- GRÉSILLON M. (1998). « La grande spatialité du vote d'extrême droite », in *Données urbaines*, n° 2, PUMAIN D., MATTÉI M.-F., coord., Paris : Anthropos/Economica, coll. « Villes », p. 49-58.
- GRÉSILLON M. (2002). « Repères de l'homme contemporain » (102^e conférence donnée le 11 avril 2000) in *Université de tous les savoirs. La géographie et la démographie*. Paris : Odile Jacob, p. 149-159.
- GUIGOU J.-L. (2002). « Préface », in *Ces territorialités qui se dessinent*, B. DEBARBIEUX, M. VANIER, dir. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube/DATAR, p. 5-6.
- LE BRAS H. (2002). *Une autre France*. Paris : Odile Jacob, 224 p.
- LÉVY J. (2003). « Quelle France voulons-nous habiter? Vote, urbanité et aménagement du territoire ». *Territoire 2020*, n° 7, p. 121-139.
- MAYER N. (2002). *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion, 480 p.
- PERRINEAU P., YSMAL C., dir. (2003). *Le Vote de tous les refus*. Paris : Presses de Sciences politiques, 444 p.
- ROSENZWEIG L. (2000). « Le dur métier de politologue alpin ». *L'Alpe*, n° 7, p. 94-96.
- SCHIRMANN S., WAHL A. (2003). « Les régions du Front: l'Alsace, une exception française », in « Où va la France? », *Outre-Terre*, n° 3, p. 43-54.